

militaires demeure réel. De plus, les effets de la guerre civile et l'insurrection armée dictent toujours les règles du jeu dans plus d'une dizaine de pays. Enfin, l'opposition à la démocratisation par une dizaine de régimes autoritaires demeure une préoccupation.

Sur le plan économique, près de 35 pays ont entrepris des programmes de restructuration de leur infrastructure économique, souvent avec l'appui d'organismes internationaux. L'austérité qui en résulte affecte sérieusement toutes les couches de la société africaine.

Sur le plan de l'assistance sociale et humanitaire, l'Afrique continue à bénéficier d'une large part des efforts consentis pour les pays les plus pauvres du globe. Par contre, les interventions des pays donateurs aura permis de circonscrire plusieurs des grands problèmes à court terme. Sur le plan de la santé, le Sida continue de faire des ravages importants, bien que sa croissance soit moins élevée, et d'autres épidémies tel le choléra demeurent endémiques. La production alimentaire, qui est très inégale, demeure déficitaire pour l'ensemble du continent. Les ravages de l'environnement sont encore peu contrôlés. Enfin, l'accroissement de la population (642 millions), qui a plus que doublé depuis la période des accessions à l'indépendance, dans les années 60, et qui aura à nouveau doublé vers l'an 2010, continue de créer des pressions incontournables sur les économies et les systèmes sociaux déjà précaires et insuffisants des États. Mais la sensibilisation à ces problèmes a fait certains progrès et de plus en plus de moyens sont mobilisés pour y faire face.

Sur cette toile de fond, 1992 promet d'être l'année des grands défis pour l'Afrique, autant sur le plan politique qu'économique et social. L'amorce de solutions aux conflits militaires pourrait être actualisée. Sur le plan des besoins humanitaires, les plus grands efforts pour combattre les fléaux sociaux et naturels seront à peine entamés. Après la consolidation des acquis précaires sur le plan des réformes politiques, le problème du militarisme en Afrique fera de plus en plus l'objet de contraintes internationales. De même, les projets d'intégration régionale deviendront plus indispensables pour maximiser l'impact des réformes économiques et pour minimiser la fragilité des économies nationales. Enfin, il n'est pas encore certain que les nouvelles instances politiques auront plus de succès que les précédentes pour réduire la corruption et l'indiscipline civile. Toutefois, les progrès accélérés de 1990-1991 laissent présager que les jeunes générations plus instruites, qui percent présentement, commenceront à démontrer en 1992 que le concept d'une meilleure gestion de l'État et de la société civile s'implante lentement en Afrique.